

of middle-class ideals of masculinity in the workplace and beyond. Recent works by Anthony Rotundo, Mark Carnes, and others have demonstrated the central role played by evolving concepts of masculinity in shaping middle-class values and behaviour. This is largely a study of the public face of the middle class as expressed through work, voluntary organizations, reform activity, and dress and demeanor. Absent is an analysis of the private and personal world of middle-class life. One wonders, for example, to what extent the rhetoric of family ideals expressed by local newspapers, clergymen, and voluntary organizations reflected the realities of middle-class home life in Victorian Ontario. Of course, one of the signs of an important work is that it raises more questions than it answers. In *A Sense of Their Duty* Holman has provided a cogently written, impressively researched, and thoughtful exploration of middle-class formation and identity which lays the ground work for many future studies.

Norman Knowles
St. Mary's College, Calgary

Yvan Lamonde — *Histoire sociale des idées au Québec (1760–1896)*, Montréal, Fides, 2000, 565 p.

Ce livre, le premier de deux volumes projetés sur la période 1760–1960, représente une synthèse des travaux antérieurs d'un des historiens les plus prolifiques des trois dernières décennies. C'est un livre très riche en renseignements, en documentation, en citations souvent passionnantes et merveilleusement bien choisies. Nul doute qu'il ne deviendra une mine pour les enseignants comme pour leurs étudiants.

Il ne faut pas donner au titre un sens trop vaste. Il s'agit d'une histoire sociale dans son traitement des conditions favorisant la dissémination et l'échange des idées : la croissance des centres urbains; la création d'institutions éducatives; le progrès de l'alphabétisation; l'introduction de l'imprimerie; la multiplication de journaux, de bibliothèques, de librairies et surtout de lieux de rencontres et de discussions, dont les plus importants étaient les associations littéraires et culturelles. Mais Yvan Lamonde traite cet aspect de son sujet comme une sorte d'arrière plan. Et s'il identifie le public qui lit et qui discute les idées à une classe particulière, la bourgeoisie, il n'explique pas ce qui, dans la vie bourgeoise, dans son activité économique, sa sensibilité, ses intérêts, explique que ce soit cette classe qui forme le public. Il ne nous dit pas non plus si ce public a pu dans une certaine mesure intégrer ou toucher d'autres classes sociales.

Ce qui intéresse essentiellement l'auteur, ce sont les idées. Et ce qu'il nous dit là-dessus semble étrangement familier. Son histoire s'organise autour d'une série des mêmes « moments-clés » qui formaient déjà la structure de l'histoire traditionnelle de notre jeunesse : la conquête, les constitutions de 1774, 1791, 1840, la crise sous Craig, les 92 résolutions, les rébellions, le conflit entre Rouges et ultramontains. Deux thèmes principaux relient ces moments-clés : le libéralisme et la nation (bas-) canadienne (-française)/québécoise.

La moitié du livre est consacrée au parti canadien/patriote et à son programme —

nos luttes constitutionnelles en somme. Pour Lamonde, les Patriotes représentent à la fois la nation, le libéralisme et la culture basée sur la lecture, la raison et l'ouverture à tous sans égard pour leur religion ou pour leur origine. Ils représentent surtout le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Après l'échec des rébellions, l'auteur privilégie les libéraux radicaux : les Rouges, l'Institut canadien, les avocats de la veuve Guibord.... Mais dans son histoire ce sont les ennemis de la liberté et de la nation qui triomphent. Le parti du compromis d'abord : les LaFontaine, Cartier et autres qui, soit par démolition soit parce que le pouvoir colonial a su « acheter des appuis » (p. 489), acceptent l'Union imposée en 1840 et la confédération en 1867, se satisfont du gouvernement responsable quand la vraie liberté est ailleurs, et avec Laurier épousent un libéralisme dit anglais, qui s'accommode fort bien du sacrifice du *self-government*. Le clergé ensuite, qui, par intérêt, a toujours prêché le loyalisme et soutenu les gouverneurs; revigorée après 1840 par le mouvement ultramontain, l'Église obtient le contrôle de l'éducation et finit par étouffer l'Institut canadien, dernier bastion d'une vie intellectuelle indépendante. Si tout cela ne suffisait pas, la fragmentation des associations par l'esprit de parti, la municipalisation des bibliothèques, et la commercialisation des loisirs finissent par transformer le public qui lit, discute, et raisonne en public de consommateurs de spectacles.

Il est évident que les sympathies de Lamonde vont aux Patriotes/libéraux. Il privilégie leurs points de vue, cite plus longuement et analyse plus profondément leurs discours et leurs écrits que ceux de leurs adversaires. Il présente souvent les idées du clergé d'une façon superficielle, citant, par exemple, plusieurs fois la devise *omnis potestas a Deo*, sans jamais expliquer son sens, son origine ou le raisonnement philosophique qui la justifiait. On peut se demander parfois si l'auteur n'exagère pas les positions cléricales, comme quand il écrit (p. 487) que le clergé et les enseignants des collèges considéraient « la monarchie de droit divin comme la meilleure forme de gouvernement en principe en tolérant la réalité de la monarchie constitutionnelle ». Une telle affirmation est difficile à réconcilier avec ce qu'écrit Louis-François Laflèche, ancien professeur de philosophie et évêque de Trois-Rivières. Le droit divin des rois, d'après ce dernier, est une « théorie impie et tyrannique » (Laflèche, *Quelques considérations sur les rapports de la société civile avec la religion et la famille*, p. 82). Quant à choisir entre « La monarchie [...] l'aristocratie [...] et la démocratie », ce sont « trois formes de gouvernement bonnes et légitimes en elles-mêmes. Aussi l'Église catholique les accepte-t-elle [...] » (p. 88). Si, en principe, il y a une forme de gouvernement qui est préférable aux autres, c'est justement la monarchie constitutionnelle, dont Laflèche trouve le modèle dans la famille, dans l'Église et au ciel même.

Les conservateurs laïcs reçoivent encore moins d'attention que le clergé. Dans sa discussion de la confédération, Lamonde parle de l'opposition des libéraux et du point de vue des évêques, mais n'explique pas l'optique de ceux qui ont créé et soutenu la confédération, les Bleus, élément pourtant majoritaire dans la représentation parlementaire bas-canadienne. Quant à LaFontaine, aucune explication n'est fournie de ce qu'il entendait quand il décrivait l'Union comme confédération des deux provinces, ni des raisons pour lesquelles il soutenait la représentation égale, ni de son idée de ce que sa politique avait accompli pour le Bas-Canada.

Ce que Lamonde nous propose est une histoire où s'affrontent trois acteurs principaux : le public canadien-français représenté par l'assemblée législative et plus particulièrement par les libéraux, le clergé et les Anglais. Ces deux derniers s'allient pour vaincre le premier. Le clergé réussit une terrible « intrusion dans le temporel », s'emparant de l'éducation et des services sociaux (p. 488); quant aux Anglais, Lamonde nous livre sur eux un passage vraiment ahurissant (p. 489) : un long et amer réquisitoire dans lequel sont mêlés sans distinction les gouvernements britanniques, les bureaucrates du Bas-Canada, toute la population du Haut-Canada, ceux de 1791 comme ceux de 1859, tous accusés d'hypocrisie, de mauvaise foi, de vouloir réprimer, tromper, voire faire disparaître le Canada français. Il est facile de perpétuer de vieux mythes quand on utilise le même mot — Anglais — pour parler des Tories qui ont insisté sur la représentation égale (en 1860 comme en 1840) et des Grits qui voulaient la représentation basée sur la population.

Il faut signaler, enfin, que l'auteur est mal servi par son éditeur. Tous les tableaux ont été omis (et d'après les références du texte, ces tableaux auraient été bien utiles et intéressants). Les notes, plutôt que d'être mises en bas de page, sont cachées à la fin du livre (pratique extrêmement agaçante pour le lecteur) avec les références groupées de façon à rendre difficile l'identification des sources.

Pour le deuxième volume de cette oeuvre il faut souhaiter la même richesse de citations et de documentation avec peut-être plus de profondeur dans l'analyse des idées, plus de nuances et d'équilibre et un meilleur travail de la part de l'éditeur.

A. I. Silver
University of Toronto

René Leboutte (sous la direction de) — *Migrations et migrants dans une perspective historique. Permanences et innovations / Migrations and Migrants in Historical Perspective: Permanencies and Innovations*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes et Peter Lang S.A., 2000, 346 p. (Coll. « Europe plurielle / Multiple Europes », n° 12).

L'historiographie a souvent maille à partir avec certains objets d'étude qui, une fois passés par le chas du paradigme de l'État-Nation, se voient tronqués de leurs aspérités intégrant peu ou prou le tissu national. Ainsi en est-il des études historiques sur les mouvements migratoires. En posant le canevas de la Nation, les historiens et historiennes s'accrochent malaisément des phénomènes de partance, de mouvance et d'arrivage. Valorisant des conceptions de la communauté historique comme société homogène ou société d'accueil, ils atténuent hélas! les variances importantes de ces phénomènes selon l'échantillon observé — individus, communautés familiales, réseaux de solidarité ethniques ou sociaux — et l'angle d'observation — aires de départ et d'arrivée, attention portée sur le socio-économique, le culturel, le politique.

D'où la nécessité d'une analyse multipolaire et multidimensionnelle de l'histoire des migrations, vu le caractère polymorphe de cet objet historique, rétif aux généra-